

# Christian Jacob, coprésident du Forum franco-vietnamien

*Christian Jacob, ancien ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, député-maire de Provins, a été désigné par la ministre de l'Économie coprésident du Forum économique et financier franco-vietnamien. À l'occasion de la préparation de la 8<sup>e</sup> session du Forum, il a pu rencontrer son homologue, Nguyen Bich Dat, vice-ministre du Plan et de l'Investissement, nouveau coprésident pour la partie vietnamienne. La délégation a été reçue à Paris du 18 au 21 novembre.*

## ■ L'efficacité énergétique à l'ordre du jour du prochain Forum

Après avoir abordé, en 2007, le thème de l'économie vietnamienne après l'entrée à l'OMC, la 8<sup>e</sup> session du Forum portera sur « Développement durable et politique énergétique ». La délégation conduite par Nguyen Bich Dat a ainsi rencontré le cabinet du ministre chargé de l'Écologie, le directeur général de l'Agence française de développement et des experts français dans le domaine énergétique. La question des enjeux économiques et financiers du réchauffement climatique et de l'efficacité énergétique, fondamentale pour assurer la poursuite du développement du pays, a été évoquée au cours des entretiens. Le Vietnam a en effet connu depuis le

lancement de la rénovation, en 1986, un remarquable essor économique, accompagné par une industrialisation et des changements sociaux de grande ampleur. Les débats du Forum, qui seront préparés par une série d'études durant les mois à venir, devraient alimenter la réflexion du Gouvernement vietnamien sur la stratégie nationale de développement de la prochaine décennie (2010-2020).

## ■ Un lieu de dialogue et d'échanges

Institué en mai 2000, le Forum franco-vietnamien est un lieu de dialogue et d'échanges sur les grandes options de politique économique et de développement. S'appuyant sur des contributions scientifiques françaises et vietnamiennes, il offre l'opportunité, au plus haut niveau, de discuter de façon approfondie des évolutions futures du pays. Il est également à l'origine de la publication en vietnamien d'ouvrages de référence et permet ainsi la constitution d'une base d'informations et de connaissances accessible à l'ensemble des acteurs.

L'organisation du Forum est assurée par l'Institut de stratégie du développement (ministère vietnamien du Plan et de l'Investissement) et Adetef.

## À la Une

### APPUYER LE MANAGEMENT DE L'ÉCONOMIE EN ALGÉRIE

*Le 9 novembre dernier, une conférence de Pierre-Yves Cossé, inspecteur général des Finances honoraire, ancien commissaire au Plan, réunissait plus de 200 participants à Alger. Organisée par l'Institut supérieur de gestion et de planification algérien et l'Unité d'appui au programme Ameco, à l'initiative du Commissariat général à la planification et à la prospective, elle portait sur « la planification stratégique et l'économie de marché ». Cet événement inaugure un cycle de conférences de haut niveau pour les deux années à venir.*

## ■ Des objectifs ambitieux

Le projet Ameco (Programme d'appui au management de l'économie algérienne), financé par l'Union européenne pour un montant total de 20 millions d'euros, a pour objectif d'améliorer l'information économique et de contribuer à faciliter la prise de décision à moyen terme. Dans ce cadre, Adetef, avec ses partenaires français (Sofreco), allemand (GTZ), espagnol (Altair Asesores), italien (Formez) et algérien (Insag), s'est vu attribuer en 2007 un contrat de 9,6 millions d'euros, sur 3 ans et demi. Le consortium est chargé de mettre à disposition une Unité d'appui de 5 experts de long terme, dont 2 issus de l'Insee, et de fournir 5 500 jours d'expertise de court terme.

Cette aide doit bénéficier à quatre institutions algériennes : le Commissariat général à la planification et à la prospective, l'Office national des statistiques (ONS), la direction générale des Études et de la Prévision du ministère des Finances, ainsi que le ministère des Travaux publics, pris comme cas d'école.

Ses objectifs principaux visent à développer les missions de planification, de prospective et de vulgarisation de l'information économique, à améliorer les capacités

d'analyse et de modélisation du ministère des Finances et à moderniser le ministère des Travaux publics.

## ■ Répondre aux besoins

Ameco répond à des besoins réels, dont le moindre n'est pas celui de la communication et de la coordination entre les institutions concernées. Il doit pour ce faire mobiliser une importante expertise de court terme, notamment dans les domaines de la statistique, de la modélisation, de la formation, des services informatiques, de la communication et des ressources humaines. À titre d'exemple, Ameco a apporté un appui à l'ONS pour concevoir une Stratégie nationale de développement statistique et va l'accompagner dans sa mise en place. Par ailleurs, le projet a mis à disposition du ministère des Finances une équipe d'experts pour élaborer et mettre en œuvre un modèle d'équilibre général calculable, qui sert d'exemple à d'autres opérations de modélisation. Au ministère des Travaux publics, les actions engagées ont notamment permis de concevoir un schéma directeur informatique.

## ■ Un nouvel environnement institutionnel

Pas moins de 8 appels d'offres ont été préparés en 2008, ce qui représente une gageure en terme de délais ; les contrats correspondants devraient démarrer dès 2009. Cette année a également vu la nomination, fin juillet, d'un Commissaire général au Plan, ce qui a occasionné d'importants changements dans l'environnement institutionnel du projet. Parallèlement, le Conseil national de la statistique a été réactivé. Le réajustement des activités induit par ces évolutions devrait prendre son plein effet dans les deux ans restants d'ici la fin du projet.

## Agenda

26 janvier 2009

### ■ Forum international économique Amérique latine et Caraïbe 2009

\_ Thème : rencontres sur les questions économiques pour l'Amérique latine.

– Organisé par le ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, UbiFrance, le Centre de développement de l'OCDE et la Banque interaméricaine de Développement.

– Lieu : Centre de conférences Pierre Mendès France à Bercy.

– [En savoir plus](#)

## Pratique

### ■ Partage d'expériences sur l'euro

La Banque centrale belge a créé une plate-forme d'échanges sur le passage à l'euro : bonnes pratiques, documentation juridique et technique, forum de discussion sont destinés à susciter la collaboration entre pays de la zone euro et futurs entrants.

[En savoir plus](#)

## Nouvelles internes

### ■ Rapport d'activité 2008

Le début d'année inaugure la préparation du rapport d'activité de la coopération internationale. Les synthèses des directions devront parvenir à Adetef le 22 janvier 2009 au plus tard.

[Contact](#)

## Mouvements de personnes

### ■ Marjorie JOUEN, administratrice civile, est nommée conseillère du président d'Adetef.

### ■ Mathilde de WILLIENCOURT intègre Adetef en qualité de chargée de mission.

### ■ Nathalie MENUT, qui vient d'effectuer un stage de six mois à Adetef, et Myriam FERRIER rejoignent le département Développement des ressources humaines en tant que chargées de mission.

### ■ Daniel Morel et toute l'équipe d'Adetef vous présentent leurs meilleurs vœux pour l'année 2009.

## INFORMATIONS PAYS

### ■ OUBÉKISTAN

La signature d'un accord de coopération entre Adetef, le PNUD et l'Ouzbékistan (Comité des Impôts et ministère des Finances) a dynamisé la coopération financière avec ce pays, qui a pris le Trésor public français comme modèle. Dans le cadre de la création d'un centre de formation pour les comptables publics, des échanges bilatéraux ont eu lieu en 2008 sur la fiscalité, la réforme budgétaire, le contrôle des assurances, les normes comptables et l'audit. Cette collaboration, qui sera prolongée en 2009, vise à poser les bases d'une coopération multilatérale avec les administrations financières ouzbeks.

### ■ ÉQUATEUR

Dans le cadre d'EUROSociAL Fiscalidad, Adetef a mis sur pied en novembre à Quito (Équateur) un séminaire régional d'échanges entre l'Europe et l'Amérique latine. Organisé en collaboration avec ses partenaires locaux, le SRI et Senplades, et avec la participation de GTZ, il portait sur les processus de décentralisation et la cohésion sociale. La formation des gestionnaires et des élus locaux, les mécanismes de péréquation ainsi que le rôle régulateur de l'État sont les principaux facteurs de succès identifiés dans ce domaine.

L'Équateur, qui élabore actuellement une nouvelle loi de décentralisation administrative et financière, s'est montré particulièrement intéressé par les débats.

## BRÈVES

### ■ Des entreprises plus productives grâce à l'économie numérique

Adetef a remporté, en partenariat avec la société Périscope, un contrat de 345 000 euros portant sur l'économie numérique et les PME-PMI en Europe. Financé par la Commission européenne, le projet doit promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication afin de renforcer la productivité des entreprises. Il prévoit la création d'un site internet et la publication d'une brochure en 23 langues destinés à susciter l'échange de bonnes pratiques en Europe.

### ■ Bulgarie : un jumelage sur les partenariats public-privé

Adetef a été choisi pour conduire un jumelage en Bulgarie visant à accompagner la création d'un environnement légal favorable au développement des projets d'infrastructure de transports grâce aux partenariats public-privé. Ce jumelage, de 125 000 euros sur 6 mois, sera réalisé en collaboration avec le ministère de l'Écologie (MEDDAT) et la Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat.

### ■ Contrat sur la cohésion sociale au Mexique

Le consortium constitué par Adecri (chef de file), la FIAPP et Adetef a remporté un contrat de deux ans portant sur les politiques de cohésion sociale au Mexique. D'un montant de 750 000 euros, il concernera la santé, la sécurité sociale et la fiscalité.

### ■ L'entreprise, acteur du développement

L'Agence française de Développement et l'IMS-Entreprendre pour la Cité ont organisé, les 9 et 10 décembre à Bercy, une conférence intitulée « Entreprendre pour le développement ». Elle a mis l'accent sur le rôle incontournable des entreprises dans le développement des pays du Sud. Toutefois, si celles-ci sont au cœur du processus, l'appui des autres acteurs, associations, banques de développement et pouvoirs publics, est indispensable pour amplifier l'effet de levier des investissements privés. La question de la démultiplication de l'impact de l'aide par l'instauration de partenariats a ainsi parcouru les débats.

## ÉDITION

### ■ Quand la France disparaît du monde

Nicolas Tenzer défend à nouveau ses thèses dans un essai paru chez Grasset sous le titre *Quand la France disparaît du monde*. L'ouvrage est issu du rapport qu'il a présenté au Gouvernement en mai dernier sur la présence française sur la scène internationale.

Directeur de la publication : Daniel Morel / Rédaction : V.Bénard – E.Berry